



Maître d'ouvrage

COMMUNE DE SAINT BARNABÉ  
5, Rue du Centre  
22 600 SAINT BARNABÉ



Révision du zonage d'assainissement des  
eaux usées

**Rapport d'enquête publique**

**AVRIL 2015**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE.....</b>	<b>7</b>
<b>2.1</b>	<b>SITUATION GEOGRAPHIQUE .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2</b>	<b>MILIEU NATUREL .....</b>	<b>7</b>
2.2.1	Topographie et bassins versants .....	7
2.2.2	Géologie.....	7
2.2.3	Exploitation et alimentation en eau potable .....	8
2.2.4	Contraintes d'environnement.....	8
2.2.5	Cartographie des zones inondables et des zones humides.....	8
2.2.6	Le milieu récepteur .....	9
<b>2.3</b>	<b>RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2004 .....</b>	<b>10</b>
2.3.1	Contraintes parcellaires .....	10
2.3.2	Pédologie .....	10
2.3.3	Propositions faites en 2004 .....	10
2.3.4	Décision de la commune en 2004.....	10
<b>3</b>	<b>SITUATION ACTUELLE .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1</b>	<b>Démographie et urbanisation .....</b>	<b>11</b>
3.1.1	Population – habitat .....	11
3.1.2	Urbanisation .....	14
<b>3.2</b>	<b>Situation de l'assainissement collectif .....</b>	<b>14</b>
<b>3.3</b>	<b>Situation de l'assainissement non collectif.....</b>	<b>19</b>
<b>4</b>	<b>MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>4.1</b>	<b>SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE.....</b>	<b>20</b>
<b>4.2</b>	<b>DETERMINATION DU ZONAGE .....</b>	<b>21</b>

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	1

4.3	RESEAU PLUVIAL.....	21
5	<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>22</b>
5.1	Les usagers relevant de l'assainissement collectif .....	23
5.2	Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif .....	25
6	<b>ANNEXE : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS</b>	
	<b>D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>27</b>
6.1	<b>PRESCRIPTIONS COMMUNES.....</b>	<b>27</b>
6.1.1	Règles d'implantation des dispositifs de traitement .....	27
6.1.2	Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs .....	27
6.2	<b>TRAITEMENT .....</b>	<b>29</b>

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	2

---

# 1 INTRODUCTION

---

La commune de Saint Barnabé souhaite actualiser l'étude de zonage d'assainissement de 2004. Cette première étude de zonage avait permis d'établir un plan de zonage d'assainissement.

Ce document de délimitation des zones d'assainissement collectif est évolutif au même titre que les documents d'urbanisme. La collectivité va procéder à la construction d'une nouvelle station d'épuration permettant de raccorder des secteurs situés en périphérie du Bourg. Il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement.

Une nouvelle délibération devra donc être prise pour valider le nouveau périmètre collectif.

Ce nouveau dossier se compose de quatre chapitres :

- les données caractéristiques de la commune,
- un rappel de l'ancienne étude de zonage de 2004,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- le projet de plan de zonage qui sera accompagné de la délibération fixant le périmètre du nouveau zonage d'assainissement.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	3

## CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L 2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T).

### Article L. 2224-10 du C.G.C.T.

**Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :**

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;**

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	4

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> Juin 2012.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	5

- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	6

---

## 2 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

---

### 2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Saint Barnabé est située dans le département des Côtes d'Armor à 7 kilomètres au sud/est de Loudéac et est intégrée à Communauté de Communes la CIDERAL qui regroupe 32 autres communes. Le territoire communal, d'une superficie de 2275 hectares, est bordé par 4 communes.

### 2.2 MILIEU NATUREL

#### 2.2.1 Topographie et bassins versants

Le relief de la commune, constitué de collines schisteuses, est relativement marqué. Les altitudes sont comprises entre 73 et 175 mètres.

Le point haut se situe au nord-ouest du territoire communal au niveau du lieu-dit Beau-Séjour et le point bas en limite est de la commune, en bordure de la rivière le Lié, à proximité du lieu-dit Le Bas Blanlin.

Le territoire communal est drainé par :

- le Lié en limite Est du territoire communal avec un affluent rive droite le ruisseau de Frameux,
- le ruisseau du Larhon en limite Ouest de la commune.

#### 2.2.2 Géologie

Le substratum géologique de la commune est constitué majoritairement :

- de Phyllades de Saint-Lô constituées de schistes argileux alternant avec des grès micacés et feldspathiques.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	7



- Des dépôts de versants constitués d'altérites et de limons remaniés recouvrent ces formations sur la partie située au sud/est du Bourg,
- Les fonds de vallées sont comblés par des alluvions modernes argilo-sableuses.

Ces informations proviennent du site internet Info Terre du BRGM et de la carte géologique au 1/50 000 ° N° 314 Loudéac.

### 2.2.3 Exploitation et alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage assurant l'alimentation en eau potable sur la commune. La distribution de l'eau potable est assurée par le syndicat du Lié qui regroupe 11 communes représentant 22 000 habitants en 2013. L'alimentation en eau potable de la commune se fait via des eaux superficielles provenant de l'usine de traitement de Pont Querra sur la commune de Plemet et par des importations d'autres syndicats.

Le nombre total d'abonnement en 2013 était de 10 041 dont 10 014 de type domestique pour un volume vendu de 2 786 575 m<sup>3</sup> en hausse de 3,18 % par rapport à 2012. Le nombre de branchement sur Saint Barnabé était de 592.

### 2.2.4 Contraintes d'environnement

Le site internet de la DREAL de Bretagne n'a pas recensé de mesure de protection et ni d'inventaire sur cette commune

La commune est intégrée au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Vilaine et au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne.

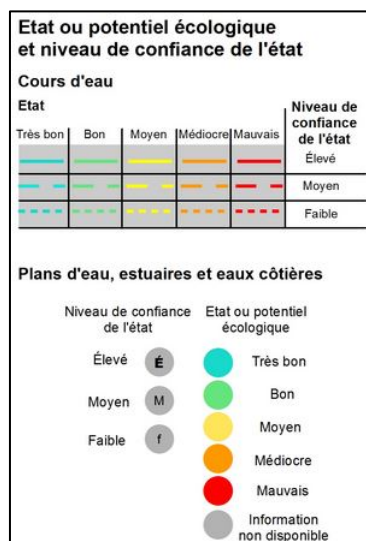
### 2.2.5 Cartographie des zones inondables et des zones humides

La commune de Saint Barnabé n'est pas concernée par l'atlas des Zones Inondables. L'inventaire des zones humides est en cours de réalisation.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	8

## 2.2.6 Le milieu récepteur

La commune est drainée principalement par le Lié et le Frameux. Un extrait de la cartographie de l'état écologique 2011 des cours d'eau (Agence de l'eau Loire-Bretagne) est présenté ci-dessous.



La masse d'eau du Lié depuis la Motte jusqu'à la confluence avec l'Oust est référencée : FRGR 0131 et celle du Frameux et ses affluents depuis sa source jusqu'à sa confluence avec le Lié est référencée : FRGR 1304.

Le SDAGE Loire Bretagne a fixé les objectifs suivants pour :

► Le Lié:

- Objectif d'état écologique : Bon Etat pour 2015
- Objectif d'état chimique : Bon Etat pour 2015,
- Objectif d'état global : Bon Etat pour 2015.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	9

- Le Frameux:
  - Objectif d'état écologique : Bon Etat pour 2027
  - Objectif d'état chimique : Bon Etat pour 2027,
  - Objectif d'état global : Bon Etat pour 2027.

## 2.3 **RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 2004**

### 2.3.1 Contraintes parcellaires

Lors de l'examen visuel, **148 logements** avaient été recensés sur 12 zones d'études représentant 148 habitations et 34 habitations en habitat diffus. Les contraintes parcellaires relevées étaient relativement faibles

- 4 % en très fortes contraintes,
- 6 % en fortes contraintes,
- 29 % en quelques contraintes,
- 61 % en aucune contrainte.

### 2.3.2 Pédologie

Une campagne pédologique avait été réalisée et ces sondages avaient mis en évidence des sols inadaptés à la mise en place de tranchées d'épandage. La filière préconisée était de type « lit filtrant drainé vertical ».

### 2.3.3 Propositions faites en 2004

Douze hameaux avaient fait l'objet d'une étude technico-économique comparative et nous proposons le raccordement du hameau du Relay situé au sud/est du Bourg.

### 2.3.4 Décision de la commune en 2004

Compte tenu des éléments exposés, de l'étude économique et de l'état des lieux, la commune avait validé le plan de zonage proposé par une délibération en date du 23 Avril 2004. Ce plan avait été validé par une enquête publique.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	10

---

## 3 SITUATION ACTUELLE

---

### 3.1 Démographie et urbanisation

#### 3.1.1 Population – habitat

Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

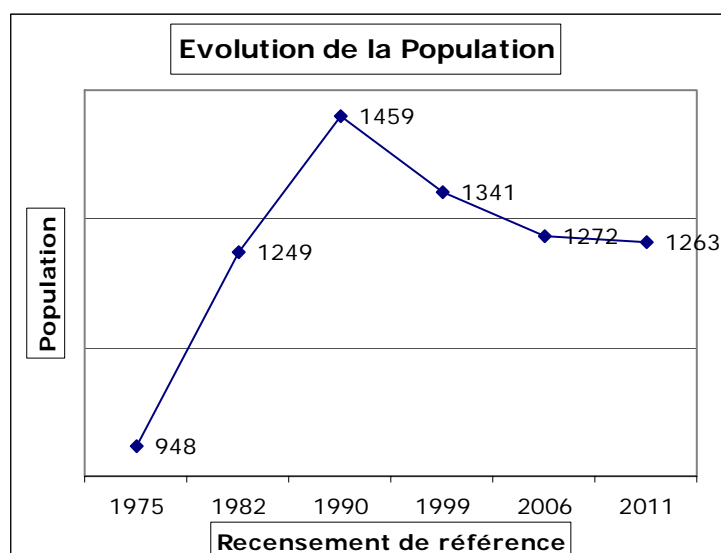
Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

Recensements			Densité (en hab/km <sup>2</sup> ) en 2011	Variation de la population 1999-2006	Variation de la population 2006-2011
1999	2006	2011			
1341	1272	1263	55,5	-69	-9

Après une très forte augmentation de la population jusqu'en 1990, celle-ci a régressé pour revenir pratiquement au niveau du recensement de 1982. La population semble se stabiliser sur la période 2006/2011. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la population était de 1299 habitants ce qui confirme la stabilisation avec même une légère hausse.

Population						
	1975	1982	1990	1999	2006	2011
PSDC	948	1249	1459	1341	1272	1263

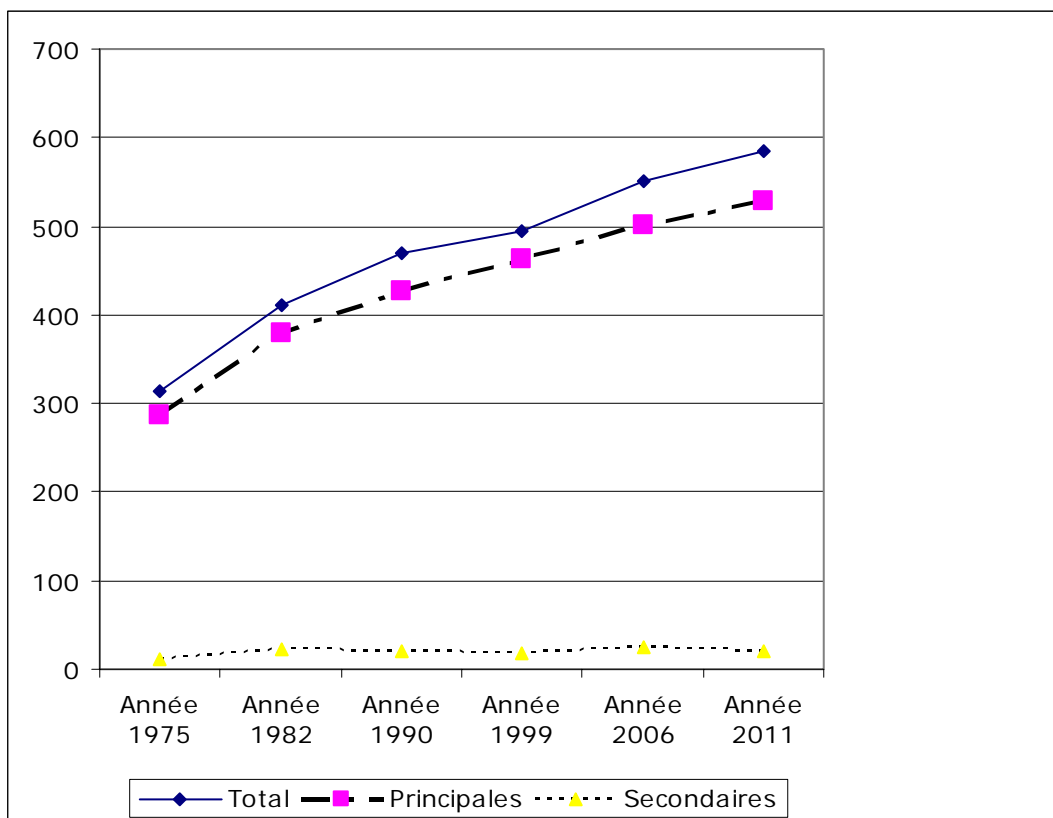
Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	11



Pour l'évolution du parc des logements, le nombre des logements vacants est en hausse, par contre celui des résidences secondaires est pratiquement stable. L'accroissement du nombre de résidences principales correspond à l'évolution de la population.

Evolution du nombre de logements						
	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Ensemble des logements	314	412	470	494	551	585
Résidences principales	287	380	426	462	502	529
Taux d'occupation	3,3	2,5	3,4	2,9	2,5	2,4
Résidences secondaires	12	22	21	18	24	21
Logements vacants	15	10	23	14	25	35

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	12



La densité de population était de 55,5 habitants par km<sup>2</sup> en 2011 alors que celle du département était de 86. Pour ce qui concerne le taux d'occupation, celui-ci diminue régulièrement, il est de 2,4 occupants par logement pour 2,24 en moyenne au niveau départemental.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	13

### 3.1.2 Urbanisation

La commune de Saint Barnabé dispose d'un **Plan Local d'Urbanisme** de 2006. Un plan page suivante reprend les délimitations des zones U, 1 AU et 2 AU. Des secteurs classés en 1 AU ont été urbanisés depuis la validation du document d'urbanisme.

Un PLUi est en cours de réalisation sur la CIDERAL et il concerne 33 communes dont Saint Barnabé.

Le développement de l'urbanisme est détaillé dans le paragraphe portant sur l'assainissement collectif avec le projet de nouvelle station d'épuration.

Nombre de permis de construire destinés à l'habitation  
sur la période 2010-2014

Année	Habitations desservies par l'assainissement collectif	Habitations en assainissement non collectif
2010	4	1
2011	1	2
2012	6	0
2013	3	0
2014	3	0
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>3</b>
<b>Moyenne par an</b>	<b>6</b>	<b>1</b>

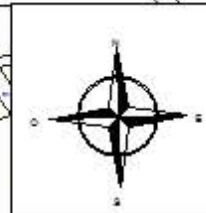
La majorité des permis de construire concerne des secteurs desservis par l'assainissement collectif avec une moyenne de 6 permis de construire par an.

### 3.2 Situation de l'assainissement collectif

La commune dispose d'une station d'épuration de type « Boues activées » mise en service en 1975. La capacité nominale de l'ouvrage était de 800 Equivalents Habitants soit 120 m<sup>3</sup> par jour en hydraulique et 48 Kg de




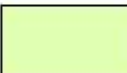

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	14





## COMMUNE DE SAINT BARNABE

### DELIMITATION DES SECTEURS URBANISABLES ET OSSATURE DU RESEAU EAUX USEES DE L'AGGLOMERATION

-  Réseau gravitaire séparatif existant
-  Unité de traitement existante
-  Zone urbanisée U
-  Zone urbanisable 1 AU
-  Zone urbanisable 2 AU

MIS A JOUR LE : 28/04/2015 ECHELLE : 1/6 000°



DBO5/jour. Le rejet s'effectue dans le ruisseau de Saint Barnabé sous-affluent du Lié.

Les caractéristiques du réseau et le fonctionnement de l'ouvrage de traitement sont les suivants :

- réseau gravitaire : 4 Km,
- nombre de branchements : 333 en 2014,
- la charge organique en entrée de station pour l'année 2014 était en moyenne de 70 à 75 % de la capacité nominale,
- la charge hydraulique en entrée de station pour l'année 2014 était en moyenne de 75 % de la capacité nominale.

Un diagnostic de réseau a été réalisé en 2007 par notre cabinet, il mettait en évidence la sensibilité du réseau aux entrées d'eaux parasites et des dysfonctionnements provenant de mauvais branchements. Un plan des priorités de réhabilitation et d'interventions avait été réalisé. Pour compléter cet état des lieux, 108 habitations avaient été contrôlées : 45 branchements n'étaient pas conformes avec des eaux usées collectées dans le réseau d'eaux pluviales et 26 avec des eaux pluviales raccordées au réseau d'eaux usées.

Le dimensionnement d'une nouvelle station d'épuration en remplacement de l'ouvrage existant qui posait déjà des problèmes de fonctionnement avait été estimé.

Une étude d'incidence a été réalisée par le cabinet CIREB en 2013 pour dimensionner le nouvel ouvrage de traitement et définir la norme de rejet en fonction de la sensibilité du milieu récepteur.

Dans le cadre de cette étude, 160 contrôles de branchements ont été réalisés sur des habitations non contrôlées en 2007. Sur ces 159 contrôles, 18 branchements n'étaient pas conformes avec des eaux usées collectées dans le réseau d'eaux pluviales et 20 avec des eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	15

Pour le dimensionnement de la future station, les éléments pris en compte sont les suivants (extrait de l'étude d'incidence CIREB Mai 2013) :

- Zones incluses dans le périmètre d'assainissement collectif validé en 2004 :

Zone	Localisation	PLU	Surface (m²)	Bâtiments
1	Nord	2AUC	13 350	15 habitations
2	Centre Nord	1AUC	7 115	8 habitations
3	Centre Est	1AUC	49 745	57 habitations
4*	Centre	1AUC	6 395	7 habitations
5*	Centre Est 2	1AUC	/	5 habitations
6*	Sud	1AUC	/	18 habitations
7*	Le Relay	1AUC	/	16 habitations

4\* : des habitations ont été construites sur la zone 4, la surface restante à urbanisée est la parcelle située au Sud d'une surface de 6 395m²

5\* : 5 habitations ont été construites sur la zone 5, la surface restante à urbanisée pourra accueillir 5 habitations supplémentaires.

6\* : les parcelles de cette zone ont été bornées pour 18 habitations.

7\* : une visite de terrain a permis d'identifier 14 habitations raccordables et 2 habitations délabrées susceptibles d'être rénovées, soit 16 habitations au total.

- Zones non incluses dans le périmètre d'assainissement collectif validé en 2004 :

Les 3 zones situées hors du zonage d'assainissement sont les suivantes:

Zone	Localisation	PLU	Surface (m²)	Bâtiments
1'	Nord	2AUC	42 200	48 habitations
2'	Nord Est	1AUC	6 350	7 habitations
5'	Est	1AUC	91 813	111 habitations
6'	Sud Est	2AUC	70 800	81 habitations

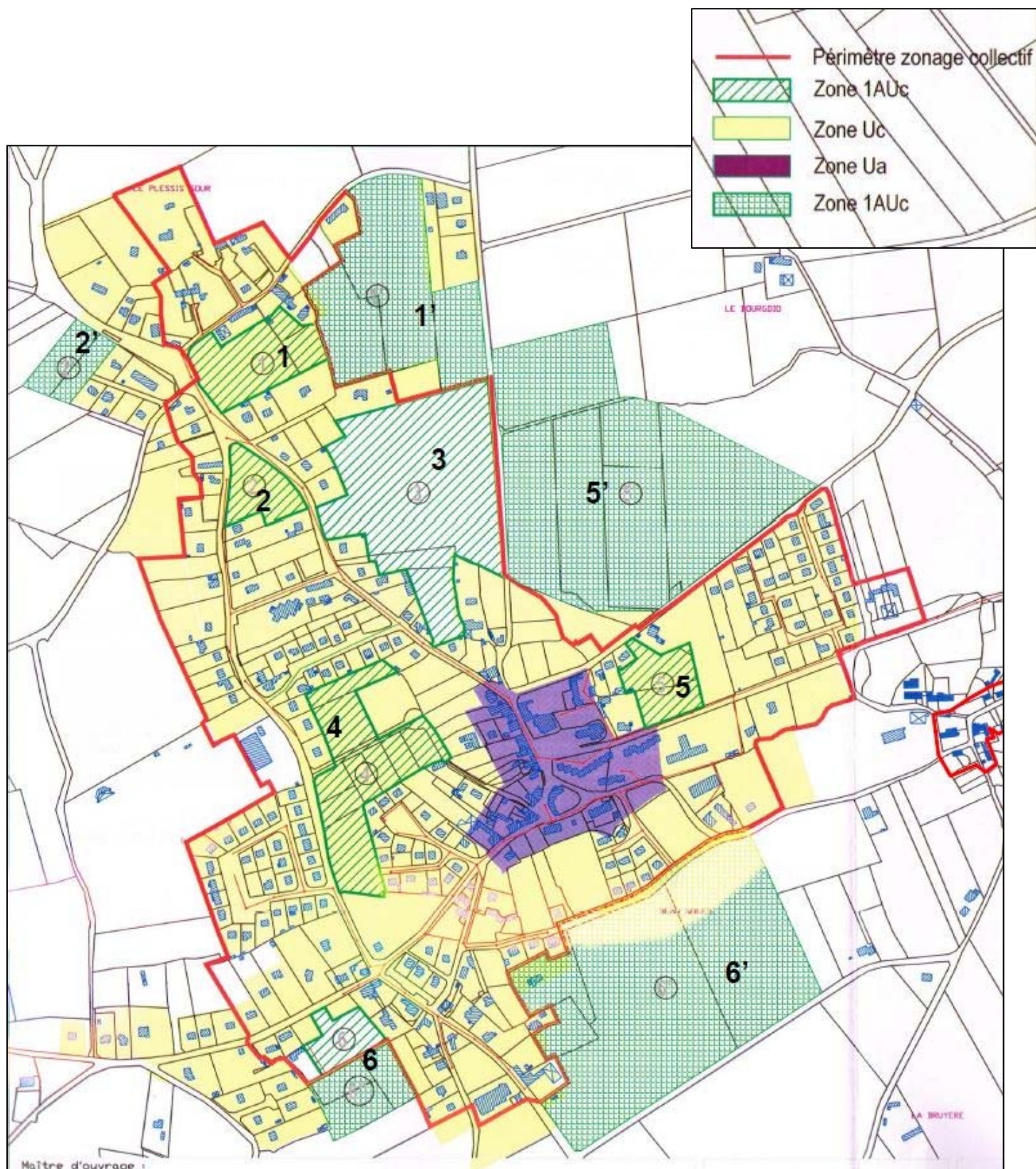
D'après les informations fournies par la commune :

- les zones 1' et 6' sont intéressantes à prendre en compte pour définir les besoins de la future station d'épuration.
- la zone 5' ne présente pas d'intérêt d'urbanisation pour le moment.
- et la zone 2' n'est pas prévue d'être incluse dans le futur zonage d'assainissement.

Un plan page suivante localise les différents secteurs urbanisables pris en compte dans l'estimation du nombre d'équivalents habitants raccordés et raccordables à la nouvelle station d'épuration.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	16





Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	17

Le nombre d'équivalents habitants pris en compte dans le dimensionnement du nouvel ouvrage serait de 1185 EH :

- équivalents habitants déjà raccordés : 548,
- équivalents habitants à raccorder intégrer au périmètre collectif du zonage d'assainissement : 315,
- équivalents habitants susceptibles d'être raccordés et en dehors du périmètre collectif du zonage d'assainissement : 322.

Le dimensionnement arrêté pour l'étude d'incidence est de 1 150 EH. La filière d'assainissement préconisée est de type « Boues activées » avec un traitement du phosphore et une saulaie d'infiltration si nécessaire. Le rejet transitera par l'ancienne canalisation d'eaux usées qui sera donc réutilisée.

Lors des travaux de construction de cette station, des extensions de réseau seront réalisées en particulier au sud/ouest du Bourg et au niveau du hameau du Relay. La collectivité procédera aussi à des travaux de réhabilitation de tronçons défectueux sur le réseau de collecte actuel.

Parallèlement, la collectivité va contacter tous les propriétaires de branchements non conformes pour les sensibiliser et planifier des travaux de remise en conformité. Une aide de l'Agence de l'Eau est possible et la collectivité informera les usagers de leurs droits et leurs devoirs comme le stipule le règlement d'assainissement des eaux usées en vigueur sur la commune.

Les montants HT des différentes redevances au 1<sup>er</sup> Janvier 2015 sont les suivantes :

- Montant de l'abonnement annuel : 38,538 €,
- Surtaxe assainissement :
  - pour les 30 premiers m<sup>3</sup> : 0,952 €
  - De 31 à 100 m<sup>3</sup> : 0,796 €,
  - De 100 à 500 m<sup>3</sup> : 0,538 €,
  - Au-delà de 500 m<sup>3</sup> : 0,386 €,

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	18

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) : 578 €.

### 3.3 **Situation de l'assainissement non collectif**

Le **S**ervice **P**ublic d'**A**ssainissement **N**on **C**ollectif est assuré depuis fin 2005 par la Communauté de Communes la CIDERAL.

299 installations d'assainissement non collectif ont été contrôlées en 2010.

- 44 Dossiers acceptables sous réserves, soit : 14,72 %
- 85 Dossiers bon fonctionnement, soit : 28,42 %
- 95 Dossiers en attente (maison inhabitée, personne absente, refus, résidences secondaires), soit : 31,77 %
- 15 Dossiers en travaux, soit : 5,02 %
- 60 Dossiers défavorables, filière à améliorer ou filière à refaire, soit : 20,07 %

Pour 2014, 4 contrôles de conception et de réalisation ont été réalisés, ainsi que 5 contrôles de bon fonctionnement. Trois installations sont à réhabiliter suite à une vente immobilière dont une a déjà été réhabilitée.

Les montants TTC des différentes redevances SPANC au 1<sup>er</sup> Janvier 2015 sont les suivantes :

- contrôles de conception et de réalisation : 110 €,
- contrôle diagnostic pour les ventes : 77 €.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	19

---

## 4 MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

---

### 4.1 SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE

L'ajustement du plan de zonage ne porte que sur le bourg de Saint Barnabé. Différentes études ont été réalisées pour permettre le remplacement de la station d'épuration actuelle par un ouvrage plus performant afin de limiter l'impact sur le milieu récepteur. Le dimensionnement pris en compte dans l'étude d'incidence tenant compte des orientations du PLU en vigueur et des conclusions du diagnostic de réseau entraîne une modification du périmètre du plan de zonage établi en 2004. La mise en service du nouvel ouvrage est envisagée courant 2016.

Dans le cadre des travaux de construction de la station d'épuration des extensions de réseau seront réalisées en limite sud/ouest du Bourg et sur le hameau du Replay.

D'autre part, des travaux de réhabilitation seront engagés ainsi qu'une campagne de mise aux normes des branchements d'eaux usées non conformes.

Globalement, l'ensemble de ces actions permettra de limiter l'impact des rejets d'eaux usées après traitement dans le milieu récepteur.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	20

## **4.2 DETERMINATION DU ZONAGE**

Compte tenu de cet état des lieux, le conseil municipal décidera de :

- zoner en assainissement collectif le territoire de la commune selon le plan annexé,
- zoner en assainissement non collectif le reste du territoire de la commune.

## **4.3 RESEAU PLUVIAL**

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	21



DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR

COMMUNE DE SAINT BARNABE

**CARTE DE DELIMITATION  
DU  
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DE L'AGGLOMERATION**



ZONAGE COLLECTIF 2015



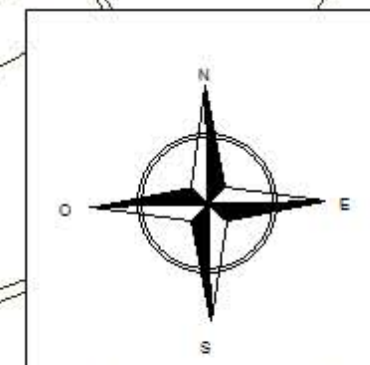
ZONAGE COLLECTIF 2004

En dehors de ce périmètre, les zones relèvent  
de l'assainissement non collectif.



ZONAGE NON COLLECTIF

MIS A JOUR LE : 28.04.2015 ECHELLE : 1/5 000<sup>e</sup>





---

## 5 AVERTISSEMENT

---

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	22

bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

### 5.1 Les usagers relevant de l'assainissement collectif

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès de la commune :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Municipal,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	23

et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Municipal qui peut être d'un montant différent que celle demandée pour une habitation existante mais qui ne peut excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation d'assainissement non collectif qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	24

## 5.2 Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique communal devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	25

- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A la mise en place effective de ce contrôle, l'usager d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	26

---

## 6 ANNEXE : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

### 6.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

#### 6.1.1 Règles d'implantation des dispositifs de traitement

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un point de captage d'eau potable, d'environ 5m par rapport à l'habitation et de 3 m par rapport à toute limite séparative et de tout arbre développant un système racinaire développé. Ces distances peuvent être adaptées localement.

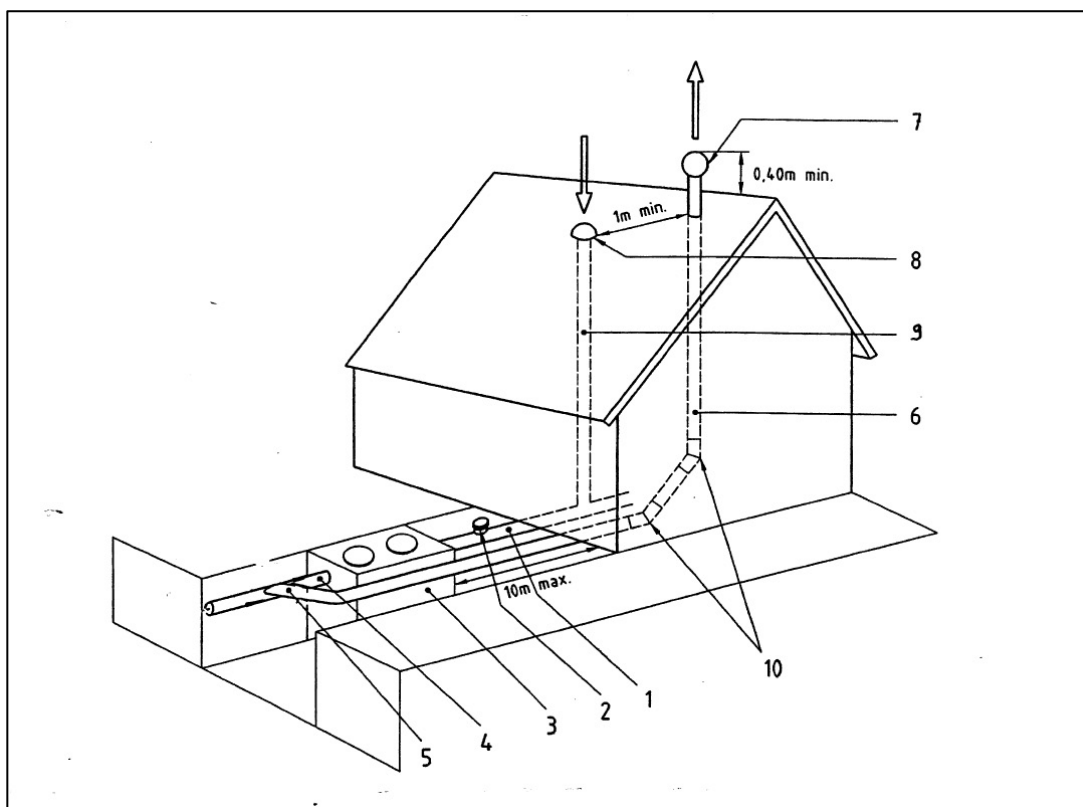
#### 6.1.2 Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs

Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur le dispositif de traitement à la fin des travaux. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. Les tampons de visite des équipements doivent être situés au niveau du sol, afin de permettre leur accessibilité. Les dispositifs de traitement sont destinés à épurer les eaux prétraitées dans la fosse toutes eaux et ne doivent en aucun cas recevoir d'autres eaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF P 41-213.

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	27

## PRE-TRAITEMENT



### Légende :

Canalisation d'amenée (pente comprise entre 2 et 4 % )

Té de branchement ou d'inspection

Fosse septique

Canalisation d'écoulement (pente de 0,5% mini )

Piquage de ventilation réalisé par une culotte à 45° à positionner au dessus du fil d'eau

Tuyau d'extraction Ø 100 mm mini (passage possible à l'intérieur de la maison)

Extracteur statique ou éolien à positionner à 0,40 m au dessus du faîtage

Chapeau de ventilation primaire (entrée d'air )

Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées (WC, lavabo, baignoire ...)

Succession de 2 coudes à 45°

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	28

## 6.2 TRAITEMENT

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

Le Journal officiel du 25 avril 2012 a publié un arrêté qui modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

**Depuis l'année 2010, un certain nombre de procédés et d'équipements de traitement des eaux usées destinés aux maisons individuelles est autorisé sur le marché après parution au Journal Officiel. Compte tenu de l'évolution constante des solutions proposées et des limites spécifiques à chaque produit en particulier le nombre d'équivalents habitants pris en compte ; nous ne fournissons pas de liste et de documents techniques de ces filières compactes. Par contre, il est possible d'en prendre connaissance auprès de votre Service Public d'Assainissement Collectif.**

Saint Barnabé	Bureaux d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport d'enquête publique
Références : ZEU-2014-1411	AVRIL 2015
	29